



SEANCE DU BUREAU COMMUNAUTAIRE 1^{er} DECEMBRE 2022

DECISION N° 2022-110-DB

Le premier décembre deux mille vingt-deux à 18 heures, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, Maire de la Ville de Saumur, le 25 novembre deux mille vingt-deux.

Membres présents :

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE (de 094 à 096), Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION Éric MOUSSERION, Éric TOURON, Sophie TUBIANA (de 094 à 099), Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND, Pierre-Yves DOUET, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT, Didier ROUSSEAU, Armel FROGER, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Isabelle ISABELLON, Pierre de BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Christian GALLE, Didier GUILLAUME (de 094 à 109), Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA

Excusé(s) :

Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Jean-Philippe RETIF, Olivier DESCHARD, Sébastien CAILLEAU, Jeannick CANTIN, Jacky MARCHAND, Éric LEFIEVRE, Benoît LEDOUX, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Jacqueline TARDIVEL

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Jacqueline TARDIVEL à Sylvie BEILLARD, Michel PATTE à Jérôme HARRAULT (de 097 à 118), Sophie TUBIANA à Grégory PIERRE (de 100 à 118)

Secrétaire de séance : Eric TOURON

| | DB 094 à 096 | DB 097 à 099 | DB 100 à 109 | DB 110 à 118 |
|----------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Effectif statutaire | 52 | 52 | 52 | 52 |
| Membres en exercice | 52 | 52 | 52 | 52 |
| Quorum | 27 | 27 | 27 | 27 |
| Présents | 40 | 39 | 38 | 37 |
| Absents - Excusés | 12 | 13 | 14 | 15 |
| Pouvoirs | 1 | 2 | 3 | 3 |
| Votants | 41 | 41 | 41 | 40 |

CONTRATS TERRITORIAUX POUR LES JOUETS ET POUR LES ARTICLES DE BRICOLAGE ET DE JARDIN CAT.3 ET 4 (ABJ) – ECO-MOBILIER

Eco-Mobilier est un éco-organisme créé à l'initiative des fabricants et distributeurs de mobilier et agréé par le ministère de l'Écologie depuis le 1^{er} janvier 2013. Son nouvel agrément en date du 30 septembre 2022 porte plus largement sur la filière « Produits et Matériaux de Construction du Bâtiment » (PMCB), qui regroupe le mobilier, la literie, le bricolage, le jardin, le bois, les jouets et les matériaux. Dans le cadre de ce nouvel agrément son nom est désormais « Eco-Maison ».

Ce nouvel agrément intervient dans le cadre des nouveaux enjeux réglementaires liés à la loi « Anti-Gaspillage pour une Economie Circulaire » (AGEC), à savoir :

- Interdiction d'élimination des produits invendus (2022 : ameublement ; 2023 : Jouets et Bricolage/Jardin) ;

- Mise en œuvre des fonds réemploi et réparation (2022 : Jouets et Bricolage/Jardin ; 2023 : Ameublement) ;**
Obligation de mise à disposition d'une zone de réemploi en déchèterie pour les associations qui en font la demande ;
 - Reprise des produits usagés chez les distributeurs pour les déchets d'Ameublement, Bricolage/Jardin et Bâtiment.

L'éco-organisme Eco-Mobilier couvre ainsi les catégories 3 (Matériels de bricolage dont l'outillage à main) et 4 (produits et matériels destinés à l'aménagement du jardin) du périmètre Bricolage-Jardin et le périmètre des Jouets.

Il est donc proposé de mettre en place cette nouvelle filière en adaptant les modalités de collecte en fonction des capacités d'accueil des déchèteries du territoire de la Communauté d'Agglomération Saurmur Val de Loire, à compter de janvier 2023.

Pour ce faire, le schéma n°2 proposé par Éco-mobilier est retenu pour la mise en œuvre technique, à savoir :

- Ajout d'un Palbox Petits Objets ABJ/Jouet en haut de quai (objets de petite taille, non triables en benne et tous matériaux, sauf ferraille et inertes).

Eco-Mobilier fournira à la collectivité des supports de signalétique et de communication ainsi que des supports et des outils de formation pour les agents d'accueil en déchèterie.

Le soutien financier pour le contenant haut de quai pour la mise en place de la filière ABJ/Jouets est de 150€ par déchèterie équipée par an.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Vu l'information donnée lors de la « Commission Gestion, valorisation des déchets et Économie circulaire » en date du 1er décembre 2022 ;

Vu la loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire :

Vu le nouvel agrément de l'éco-organisme Eco-Mobilier en date du 30 septembre 2020 ;

Considérant la nécessité de contractualiser avec l'éco-organisme Eco-Mobilier afin de créer la nouvelle filière pour les Jouets et les Articles de Bricolage et Jardinage conformément à la réglementation ;

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** les contrats territoriaux pour les Jouets et pour les articles de Bricolage et de Jardinage cat.3 et cat.4 avec l'éco-organisme Eco-Mobilier ;

D'AUTORISER le Président ou son représentant à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Jackie GOULET

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »